

**Intervention de M. Jean-Baptiste MATTEI,
Ambassadeur, Représentant permanent de la France
auprès des Nations Unies à Genève
et des organisations internationales en Suisse**

=====

**Evénement intergouvernemental à niveau ministériel commémorant le
60^{ème} anniversaire de la Convention de 1951 sur le statut de réfugié et le
50^{ème} anniversaire de la Convention de 1961 sur la réduction des cas
d'apatridie**

Genève, le 8 décembre 2011

PM

Monsieur le Président,
Monsieur le Haut Commissaire,
Mesdames et Messieurs,

La France s'associe pleinement à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne.

Nous sommes rassemblés aujourd'hui pour célébrer l'anniversaire des conventions de 1951 et 1961 et renouveler notre engagement en faveur des grands principes qui fondent la protection des réfugiés et des apatrides.

La France est traditionnellement une terre d'accueil et d'asile. Cette tradition est puissamment enracinée dans son histoire et la vocation d'asile de la France est aujourd'hui inscrite dans sa Constitution.

Dès 1952, la France a créé l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides – l'OFPRA – autorité exerçant sa compétence de manière indépendante, qui est chargée de reconnaître la qualité de réfugié en référence à la Convention de Genève. Elle a également institué une juridiction d'appel, la Cour nationale du droit d'asile, dont les formations de jugement comptent toujours en leur sein un représentant du HCR. Ce dispositif souligne la place fondamentale de la Convention de Genève et le rôle capital du HCR.

La France est aujourd'hui l'un des tout premiers pays d'accueil des demandeurs d'asile, dont le nombre connaît une forte progression. Avec 53.000 demandes en 2010 et probablement 60.000 cette année, elle est le deuxième pays d'accueil au sein de l'OCDE, derrière les Etats-Unis, et le premier en Europe.

Cette forte progression des demandes d'asile ne va pas sans difficulté. Elle a pour effet d'allonger les délais d'examen. C'est pourquoi, afin d'éviter un engorgement du système d'asile, nous avons procédé au recrutement de nombreux personnels supplémentaires, à l'OFPRA et à la Cour nationale du droit d'asile, et augmenté de 40 % le budget de l'asile en deux ans.

Monsieur le Président,

A l'occasion de la commémoration de l'adoption des conventions de 1951 et 1961, la France prend les engagements suivants :

1/ Dans le respect de ses engagements internationaux et de ses obligations européennes, elle continuera à mettre en œuvre des normes élevées en matière de protection ainsi que des procédures de détermination du statut de réfugié efficaces et respectueuses des droits, à assurer dans les

meilleures conditions l'intégration en France des réfugiés et apatrides placés sous sa protection et à coopérer avec le HCR en vue de la recherche de solutions durables concernant les réfugiés ;

2/ La France s'engage à moderniser les titres de voyage délivrés aux réfugiés et aux apatrides, conformément aux prescriptions internationales les plus récentes, afin de leur permettre de voyager en toute facilité ;

3/ Elle s'engage à renforcer la formation linguistique dispensée aux réfugiés et aux membres de leur famille accueillis en France afin de faciliter leur intégration dans la société française ;

4/ Enfin, la France s'engage à apporter un soutien actif aux efforts des pays du Sud de la Méditerranée, engagés dans des partenariats avec l'Union européenne pour bâtir leurs systèmes nationaux d'asile et de protection, dans le cadre notamment des programmes de protection régionaux européens.

Je vous remercie de votre attention.